

Historical Papers Communications historiques



Henri Bourassa, les évêques et la guerre de 1914-1918

René Durocher

Volume 6, numéro 1, 1971

St. John 1971

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/030468ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/030468ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

The Canadian Historical Association/La Société historique du Canada

ISSN

0068-8878 (imprimé)

1712-9109 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Durocher, R. (1971). Henri Bourassa, les évêques et la guerre de 1914-1918. *Historical Papers / Communications historiques*, 6(1), 248–275.
<https://doi.org/10.7202/030468ar>

All rights reserved © The Canadian Historical Association/La Société historique du Canada, 1971

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

HENRI BOURASSA, LES EVEQUES ET LA GUERRE DE 1914-1918

RENE DUROCHER

York University

De 1899 à 1914, Henri Bourassa s'est affirmé comme le leader incontesté de ce qu'on a appelé le mouvement nationaliste. Il s'est d'abord illustré par sa lutte contre l'impérialisme au moment de la guerre des Boers. L'impérialisme, qu'il définissait comme un "régime d'accaparement et de domination militaire né de l'expansion exagérée de la puissance et nourri de cet orgueil stupide, brutal et vantard qu'on nomme *jingoisme*",¹ constitue la pire menace pour la liberté des peuples et la paix mondiale. Comme l'impérialisme anglais, dans "sa forme concrète et pratique", c'est essentiellement "la participation active des colonies aux guerres de l'Angleterre"² il érigea en principe que les Canadiens ne doivent participer à aucune guerre hors de leur territoire.

Il faut combattre l'impérialisme parce qu'il est contraire à la constitution canadienne qui a sanctionné l'autonomie du pays et aussi parce qu'il menace l'unité nationale qui est fondée, en vertu du pacte de 1867, sur "la libre et volontaire association de deux peuples jouissant de droits égaux en toutes matières".³ C'est pourquoi, il sera le défenseur acharné des droits linguistiques et religieux de tous les Canadiens français à travers le pays.

Il réussit assez peu à convaincre les Canadiens anglais que la minorité a des droits égaux à la majorité pas plus qu'il ne réussit à les soulever contre l'impérialisme qui veut assurer "la suprématie mondiale de la race anglo-saxonne, de sa pensée, de sa langue, de ses conceptions politiques, de son commerce et de ses richesses".⁴ En revanche, ce double combat qu'il mène avec ardeur et talent, lui vaut l'admiration de ses compatriotes et une influence certaine sur une partie de la jeunesse, du clergé et sur un grand nombre de citoyens canadiens-français indépendants des "vieux partis". *Le Devoir*, qu'il a fondé en 1910, lui assure une audience de qualité et nul ne peut ignorer en 1914, l'influence que le petit-fils de Papineau exerce sur l'opinion publique canadienne-française.⁵

De 1914 à 1918, Bourassa qui a toujours refusé la participation aux guerres étrangères, sera déchiré entre ses ardentes convictions politiques et son profond catholicisme ultramontain, par suite de la

décision solennelle des évêques d'appuyer chaleureusement l'effort de guerre du Canada. Sa correspondance et ses divers écrits de l'époque nous révéleront comment il a essayé de résoudre le grave dilemme que lui a posé l'attitude des évêques pendant la guerre.⁶

Au mois d'août 1914, il semble exister un large consensus en faveur de la participation du Canada à la guerre. Le gouvernement canadien, appuyé par l'opposition, n'hésite pas à mettre tout en oeuvre pour un effort maximum. Les gouvernements provinciaux, y compris celui du Québec, envoient divers dons à l'Angleterre pour participer à cet effort de guerre.

La population canadienne, en général, manifeste spontanément sa sympathie pour l'Angleterre, la France et la Belgique victimes de l'agression allemande. Dès le 7 août, Mgr Bruchési, l'archevêque de Montréal, prend fermement position en faveur de l'Angleterre entrée contre son gré dans cette guerre. Il soutient que c'est notre devoir d'aider l'Angleterre par tous les moyens y compris l'envoi de troupes outre-mer, si nécessaire.⁷

La seule note discordante vint, comme on pouvait s'y attendre, des nationalistes qui depuis quinze ans prêchaient que le Canada ne devait pas participer à des guerres étrangères. Armand Lavergne émet l'opinion qu'il serait plus utile pour le Canada de préparer sa défense plutôt que d'envoyer des troupes en Europe. Puis il injecte, dans cette discussion sur la participation, l'explosive question du règlement 17 d'Ontario en disant qu'avant de nous demander de combattre pour l'Angleterre on ferait mieux de nous rendre notre langue et nos écoles.⁸ Omer Héroux, qui dirige *Le Devoir* en l'absence de Henri Bourassa, reprend les deux thèmes évoqués par Lavergne. Puis, le 18 août, fidèle à la doctrine nationaliste de son maître Bourassa, il écrit:

Si nous avons le devoir d'intervenir dans le conflit actuel, en dehors de la défense du territoire canadien, nous aurons celui d'intervenir dans tous les autres conflits où l'Angleterre sera entraînée, que ce soit en Europe, en Asie ou en Afrique et quels que soient les adversaires ou les alliés de la métropole.⁹

A vrai dire, les nationalistes Lavergne et Héroux n'ont pas vraiment pris position, mais leurs réserves, leurs mises en garde — en attendant Bourassa — indiquent clairement qu'ils souhaitent que le Canada s'en tienne à la défense de son territoire. Mgr Bruchési, au contraire, accepte pleinement la participation et veut faire échec aux nationalistes qui, avec leurs arguments, pourraient susciter une réaction

négative de la population canadienne-française. Le 23 août, il déclare que la question de la participation ne se discute même pas. Et il ajoute: "Le peuple canadien-français a fait son devoir. Nous avons donné à l'Angleterre des vivres et de l'or, et nous lui donnerons des hommes."¹⁰

Sur ces entrefaites, Bourassa qui avait visité l'Angleterre, l'Allemagne, la Belgique et la France où il se trouvait lorsque la guerre a débuté, arrive d'Europe. Le directeur du *Devoir* qui était sans doute un des Canadiens français les mieux informés de la situation européenne qu'il suivait avec une attention passionnée depuis des années, doit prendre position pour ses milliers de disciples nationalistes. Ira-t-il dans le sens suggéré par ses amis Lavergne et Héroux, comme on pourrait normalement s'y attendre, ou dans celui de Mgr Bruchési? Le dilemme est si grave qu'il lui faudra plus de deux semaines de réflexion et de prière avant d'en arriver à une décision d'ailleurs fort équivoque.

Le 22 août, dès son arrivée, il donne une entrevue à Omer Héroux sur ce qu'il a vu en France au début de la guerre. Il a été vivement impressionné et il fait l'éloge de ce pays. Le 27, il écrit son premier article qui traite du Congrès eucharistique de Lourdes où, à la demande de Mgr Bruchési, il a pris la parole avec Mgr Georges Gauthier, au nom des catholiques canadiens. Il est bouleversé à l'idée que les chrétiens devront s'entretuer. En France, 26,000 prêtres du Christ qui a dit: "Tu ne tueras point" devront prendre les armes contre leurs frères; voilà qui illustre l'abominable atrocité de la guerre. Le 29, il tente de poser des jalons qui lui permettront de prendre position. D'abord, qui est responsable de cette guerre? Même s'il est naturel et légitime pour les Canadiens de souhaiter la victoire des Alliés, il serait simpliste de tenir seul et personnellement responsable Guillaume II. Plus encore, "l'histoire établira peut-être que la responsabilité principale de la guerre actuelle réside plutôt à Petersbourg qu'à Berlin". Quoi qu'il en soit, la conduite de la France et de l'Angleterre a été admirable avant comme après la déclaration des hostilités. L'Allemagne s'est mise dans son tort en attaquant l'héroïque petite Belgique qui est la martyre de cette guerre. Il profite de l'occasion pour rappeler aux Ontariens que si les Wallons avaient traité les Flamands comme ils traitent les Franco-Ontariens, la Belgique ne serait pas unie pour résister à l'ennemi. Certes, Bourassa favorise les Alliés, mais il ne peut s'empêcher de formuler certaines questions, d'exprimer certaines réserves; il ne peut oublier la situation intérieure du Canada et cela suffit à irriter profondément ceux qui ont pris leur décision.

Le 2 septembre, poursuivant sa laborieuse réflexion, il conseille à ses compatriotes de s'unir pour faire face à l'adversité. Il va même jusqu'à féliciter les libéraux et les conservateurs d'avoir fait taire leurs divergences. Selon lui, comme la famine sera la conséquence inévitable et prochaine de la guerre, le Canada s'il veut vraiment jouer un rôle utile devrait se faire le pourvoyeur des Alliés. Cela serait peut-être plus utile, plus patriotique que l'envoi massif de troupes. Encore ici, ce qu'il dit est raisonnable, sensé, mais dans le contexte de l'époque cela peut facilement paraître comme un geste pour décourager le recrutement.

Enfin, le 8 septembre, dans un éditorial intitulé "Le devoir national" dont on parlera beaucoup par la suite et dont nous citerons d'assez larges extraits, il prend position. Bourassa, profondément nationaliste, estime que nos devoirs sont corrélatifs à nos responsabilités et que celles-ci doivent être déterminées à la lumière de notre intérêt national. Avec une assurance apparente qui cache mal son profond déchirement, il écrit:

A ceux de mes amis qui me demandent avec angoisse si j'approuve aujourd'hui ce que je prévoyais et condamnais dès 1899 — la participation du Canada aux guerres de l'Angleterre étrangères au Canada — je réponds sans hésiter: Non!

Le Canada, dépendance irresponsable de la Grande-Bretagne, n'a aucune obligation morale ou constitutionnelle ni aucun intérêt immédiat dans le conflit actuel.

. . .

En droit et en fait, le Canada, colonie britannique, n'avait donc aucune raison directe d'intervenir dans le conflit. Il en avait de très graves de s'abstenir; et l'avenir se chargera de démontrer, trop durement peut-être, que son intervention militaire, peu efficace pour les nations en guerre, aura des conséquences désastreuses pour lui.

Après avoir répondu un non catégorique à la participation, il s'empresse d'envisager un aspect plus large de la question pour arriver à une deuxième conclusion qui contredit la première.

Indépendamment de ses "obligations" coloniales nulles en fonction de l'histoire, de la constitution et des faits, le Canada, comme nation, embryonnaire si l'on veut, comme communauté humaine, peut-il rester indifférent au conflit européen?

A cette deuxième question, comme à la première, je réponds sans hésiter: Non.

Le Canada, nation anglo-française, liée à l'Angleterre et à la France par mille attaches ethniques, sociales, intellectuelles, économiques, a un intérêt vital au maintien de la France et de l'Angleterre, de leur prestige, de leur puissance, de leur action mondiale.

C'est donc son devoir national de contribuer, dans le mesure de ses forces et par les moyens d'action qui lui sont propres, au triomphe et surtout à l'*endurance* des efforts combinés de la France et de l'Angleterre.¹¹

De toute évidence, et là-dessus je me rallie à Jules Fournier,¹² Bourassa a tenté de réaliser la quadrature du cercle en acceptant la participation tout en prétendant rester fidèle à ses principes de 1899 qui l'excluaient spécifiquement, puisque c'était la quintessence même de l'impérialisme. Même si on accepte de prendre la lunette coloniale pour dire non, et la lunette nationale pour dire oui, comment concilier son affirmation que nous avons un "intérêt vital" avec ses autres affirmations que nous n'avons "aucune raison directe d'intervenir" ni "aucun intérêt immédiat"? Même si on accepte que l'intérêt national soit le critère déterminant, comment accepter la participation qui aura des "conséquences désastreuses" pour le pays?

A vrai dire, Bourassa a tenté de camoufler sa véritable pensée qui est qu'il se résigne au fait accompli. Il refuse de s'avouer à lui-même qu'en agissant ainsi il renie un principe fondamental de 1899. En fait, la participation militaire du Canada lui répugne profondément et c'est pourquoi il sera un critique si féroce de la politique de guerre tout en disant que c'est pour le bien du Canada et de l'Empire.

Dans ses mémoires, Bourassa nous dit de cet article du 8 septembre: "c'est un des rares articles que j'aie écrit avec répugnance".¹³ Cela ne fait aucun doute. Mais pourquoi a-t-il accepté la participation? A cette question il donnera plusieurs explications dont aucune ne me paraît pleinement satisfaisante. En 1916, après un an et demi de tergiversations, de discussions byzantines, il avoue enfin qu'il est contre la participation.¹⁴ Pour expliquer son retour au "nationalisme intégral",¹⁵ il fera un aveu complet. En 1914 il était ému par ce qu'il avait vu en France; ensuite, la participation était déjà décidée lorsqu'il est revenu; puis, il pensait que la France et l'Angleterre avaient été attirées malgré elles dans cette guerre; finalement, il croyait que l'intervention permettrait aux Canadiens de découvrir leur commun nationalisme et ainsi freiner l'impérialisme. C'est pourquoi, en maintenant, dit-il, ses principes de 1899, il a accepté d'être conciliant malgré la mise en garde de Omer Héroux. Ces raisons invoquées publiquement par Bourassa sont plus ou moins valables mais elles sont insuffisantes pour expliquer son attitude. Son aveu d'ailleurs est incomplet et c'est dans une lettre à Mgr Georges Gauthier que l'on trouve la raison déterminante de son attitude contradictoire.

Dès que j'ai été informé, au commencement de septembre 1914, des démarches du duc de Connaught et de la nature probable du mandement [des évêques], alors en préparation, je me suis appliqué à rechercher le moyen de prendre une attitude qui, tout en maintenant les principes que je défendais depuis quinze ans — avec l'encouragement de plusieurs évêques — ne placerait pas le *Devoir* en contradiction manifeste avec l'épiscopat. De ceci, le plus ancien et le plus intime de mes collaborateurs, M. Héroux, pourrait témoigner: il a connu mes hésitations et mes motifs. Dieu seul sait les angoisses que j'ai subies, les prières, bien imparfaites hélas! mais sincères et ferventes, que j'ai faites pour obtenir la lumière. Il en résulta mon article du 8 septembre. (. . .) C'était bien le maximum de ce que je pouvais concéder comme motifs d'intervention. En stricte logique, j'aurais dû combattre toute intervention militaire, c'était l'avis de M. Héroux. Mais j'osais encore croire que les évêques parleraient en évêques *nationaux*: je voulais me tenir aussi près que possible de leur attitude probable.¹⁶

En attendant le mandement des évêques, Bourassa fit une analyse du "Livre Blanc" anglais qui montre, selon lui, que le but unique et suprême de l'Angleterre fut de défendre ses intérêts. Loin de s'en scandaliser, il demande aux Canadiens d'imiter la métropole en prenant comme guide de leur action l'intérêt, pour ne pas dire "l'égoïsme" national.¹⁷

Cette série d'articles soulève l'indignation de plusieurs et *L'Action Sociale*, qui passait pour le porte-parole officieux de l'archevêché de Québec, s'empresse de réfuter la thèse de Bourassa en proclamant qu'en vertu du droit naturel nous sommes moralement obligés de participer à la guerre et ce dans la mesure qui sera déterminée par l'Angleterre.¹⁸

Mgr Bruchési, de son côté, souscrit \$1,000 au "Fonds Patriotique" et il déclare à l'encontre du chef nationaliste que:

L'Angleterre est engagée dans une guerre terrible qu'elle s'est efforcée d'éviter à tout prix. Sujets loyaux, reconnaissant en elle la protectrice de nos droits, de notre paix, de notre liberté nous lui devons notre plus généreux concours (. . .) N'est-il pas évident que notre sort est lié au sort de ses armées?¹⁹

A ceux qui l'opposent à Mgr Bruchési ou à *L'Action Sociale*, Bourassa peut toujours répondre que lui aussi il est en faveur de la participation. Ainsi, le 15 septembre, il écrit qu'en définitive il aboutit aux mêmes conclusions que *L'Action Sociale*, bien que ses motifs soient différents. Il affirme qu'il n'a pas écrit une ligne contre l'envoi de soldats outre-mer et qu'il ne le fera pas.²⁰ A ceux qui, comme Asselin ou Fournier, lui reprocheront d'accepter la participation, il répondra qu'il

n'a renié aucun de ses principes nationalistes. Evidemment, son article équivoque du 8 septembre lui permet d'avoir raison contre les uns et les autres. Mais on comprend l'agressivité de ses adversaires participationnistes car il est certain que ses critiques vitrioliques de la politique canadienne et ses analyses féroces de la politique internationale n'encouragent personne à s'enrôler. Par contre, et c'est ce qui fait sa force, il dénonce avec un immense talent, des injustices et des abus très réels. Ses adversaires ont bien raison aussi, quoi qu'en dise Bourassa, de lui opposer la politique de Mgr Bruchési et celle de *L'Action Sociale*.

Cela est si vrai que Mgr L. A. Paquet, éminent théologien de Québec et ami de Bourassa, fait pression sur le directeur du *Devoir* pour qu'il réfute la thèse impérialiste de *L'Action Sociale*. Le chef nationaliste demande qu'on trouve un ecclésiastique pour faire cette besogne.²² Le 21 septembre, *Le Devoir* publie cette réfutation préparée par un spécialiste anonyme.²³

Etant entendu depuis fort longtemps que le Québec est "a priest ridden province", les autorités fédérales firent pression sur l'épiscopat de la province de Québec pour obtenir un mandement appuyant la participation du Canada à la guerre. Mgr Bruchési, déjà convaincu, et le ministre de la justice C. J. Doherty qui avait ses entrées à l'archevêché, négocièrent cette affaire restée assez mystérieuse dans ses détails. Quoi qu'il en soit, les évêques de la province de Québec signèrent le 23 septembre, une lettre pastorale sur "les devoirs des catholiques dans le guerre actuelle" qui sera lue dans toutes les églises, le dimanche 11 octobre et qui sera accompagnée d'une quête dont cinquante pour cent des recettes iront au "Fonds Patriotique". Dans ce célèbre document, les évêques, à l'unanimité, déclarent que les catholiques doivent accepter la participation au conflit parce que: "L'Angleterre y est engagée, et qui ne voit que le sort de toutes les parties de l'Empire se trouve lié au sort de ses armes? Elle compte à bon droit sur notre concours, et ce concours Nous sommes heureux de le dire, lui a été généreusement offert en hommes et en argent".²⁴

Comme on peut s'en douter, les politiciens de toutes couleurs, utiliseront à fond ce mandement à saveur impérialiste.

Du côté des nationalistes, Olivar Asselin dénonce avec véhémence "l'infâme doctrine" des évêques, tandis que Bourassa publie le mandement dans le *Devoir* et se refuse à tout commentaire. Même s'il a été "renversé"²⁶ à la lecture du passage que nous venons de citer, il garde le silence à ce sujet. Cependant, il continue à critiquer "l'impéritie cor-

rompue de nos pouvoirs publics" qui trompent, trahissent et volent le peuple.²⁷ Sa critique dévastatrice de la politique canadienne lui vaut une telle hostilité dans certains milieux qu'à deux reprises il lui est refusé de prendre la parole en Ontario. Convaincu qu'on a caricaturé sa pensée, il publie une brochure intitulée: "The Duty of Canada at the Present Hour" pour bien montrer que malgré ses critiques, il accepte, lui aussi, la participation.

Au Québec, il prononce des conférences sur la Belgique et sur l'Alsace-Lorraine, dont les profits sont versés à des oeuvres patriotiques. S'il est juste de s'apitoyer sur les petits peuples d'Europe persécutés par les Prussiens et de les aider, il est tout aussi patriotique, de dire Bourassa, de défendre et d'aider ses compatriotes persécutés par les "Prussiens d'Ontario". Malgré les divergences d'attitude entre Mgr Bruchési et le directeur du *Devoir*, ils s'associent à deux reprises pour défendre les droits des Franco-Ontariens.

Dans sa correspondance, à maintes reprises, il dénonce la thèse impérialiste de *L'Action Sociale*. A tous ses correspondants qui critiquent les évêques et leur mandement il dit avec insistance qu'il faut prendre garde ne pas amoindrir l'autorité des évêques et éviter de tomber dans l'anticléricalisme des jeunes de *L'Action*. D'autre part, il ne faut pas faire dire au mandement du 23 septembre plus que les évêques ont voulu signifier. Il est persuadé, pour sa part, qu'il n'y a dans ce document aucun dogme et aucune obligation rigoureuse. A deux curés qui l'accusent sévèrement d'aller à l'encontre des directives des évêques, il répond qu'aucun évêque ne lui a exprimé de remontrances et qu'il sait que plusieurs d'entre eux, comme une bonne partie du clergé, l'appuient.²⁸

Sur ce dernier point, Bourassa pourrait invoquer l'appui de Mgr Georges Gauthier qui lui a avoué qu'une bonne partie du clergé de Québec désapprouvait la thèse de *L'Action Sociale* et que lui-même s'estimait heureux de n'avoir pas eu à signer le mandement du 23 septembre.²⁹ Il pourrait aussi invoquer l'appui de Mgr L. A. Paquet,³⁰ de Mgr Blais de Rimouski³¹ et de Mgr Labrecque de Chicoutimi³² qui tous désapprouvent *L'Action Sociale* et son rédacteur en chef l'abbé Damours qui défend "la thèse de l'obligation morale" et qui prétend parler au nom de l'épiscopat.

Même si en public il refuse de commenter le mandement et de critiquer les évêques et même si dans sa correspondance il minimise la

portée du mandement, il n'en reste pas moins qu'il pense que les évêques ont commis une faute politique grave.

Bourassa est tellement convaincu de l'extrême importance de maintenir le prestige et l'autorité des évêques qu'il n'ose s'avouer à lui-même à quel point il désapprouve le mandement. S'il craint l'anticléricalisme des Fournier et des Asselin, il craint tout autant ceux qui exploitent le mandement à des fins impérialistes comme l'abbé Damours qu'il dénonce sans répit parce qu'il compromet les évêques. De même, il écrit une longue lettre à Mgr C. H. Gauthier d'Ottawa, pour lui demander de rappeler à l'ordre l'abbé O'Gorman qui s'est servi de la chaire pour prononcer une harangue impérialiste à l'occasion d'un commentaire sur le mandement. Bourassa s'indigne de ce que l'abbé O'Gorman fasse de la participation un "devoir de religion" car, dit-il, en s'appuyant sur les confidences de Mgr Georges Gauthier qu'il a rencontré à son retour de Rome:

Je doute fort qu'une telle affirmation, qui dépasse de beaucoup la parole et, j'ose le croire, la pensée de NN.SS. les Evêques serait ratifiée à Rome. Je tiens de la source la plus sûre³³ que l'une des dernières paroles prononcées par Pie X avant sa mort, c'est que "la Russie est la grande coupable." Je tiens de la même source que la préoccupation la plus vive des autorités de l'Eglise, en ce moment, c'est la crainte du triomphe de la Russie.³⁴

Quoi qu'il en soit, d'ajouter Bourassa, je crois à la liberté de parole mais qu'on l'accorde aussi aux prêtres nationalistes et qu'on respecte la vérité historique dans ces discours politico-religieux. Il conviendrait cependant, de se demander ce qu'il adviendra de l'Eglise si on transforme la chaire en tribune politique.

En 1915, il est évident que la pensée et les attitudes politiques de Bourassa et de la hiérarchie divergent profondément. Les adversaires des nationalistes ne manquent pas de la souligner fréquemment même si Bourassa refuse d'enregistrer cette dissidence. D'autre part, comme *Le Devoir* se proclame journal catholique et qu'il a une large audience parmi le clergé, certains, de bonne foi ou non, le considèrent comme "l'organe de la hiérarchie".

Lors du cinquième anniversaire du *Devoir*, le directeur du journal entend faire une mise au point sur ses relations avec le clergé afin, dit-il, de dégager la responsabilité des évêques quant à la politique de son journal. C'est aussi pour démontrer, à tous ceux qui l'excommunient, qu'on peut différer d'opinion avec l'épiscopat en certaines matières, sans cesser d'être catholique.

A juste titre, dit Bourassa ultramontain, on considère *Le Devoir* comme un journal catholique parce que:

ceux qui le dirigent sont fermement convaincus que la foi catholique offre la seule solution de tous les problèmes sociaux et que l'Eglise catholique a reçu de Dieu la mission de gouverner la société comme les individus.³⁵

Mais *Le Devoir* est un journal indépendant quant à son organisation, son financement, sa direction. Dans les questions qui ne relèvent pas de l'autorité de l'Eglise, il peut différer d'opinion avec le Pape ou avec les évêques. Cependant, Bourassa refuse l'anticléricalisme car il faut maintenir l'autorité et l'unité de l'Eglise. Les Canadiens français ne doivent jamais oublier ce qu'ils doivent à l'Eglise et ne jamais perdre de vue que "nous ne resterons catholiques qu'à condition de rester Français et nous ne resterons Français qu'à condition de rester catholiques."³⁶

Le 27 février, Bourassa inquiet de certaines rumeurs à l'effet que Mgr Bruchési n'avait guère prisé certains passages de ce discours de cinquième anniversaire, lui écrit pour préciser sa pensée. Après avoir déclaré qu'il a voulu rendre service à la hiérarchie en dégageant sa responsabilité, il aborde la question de la participation qui l'oppose aux évêques:

Aux yeux d'un grand nombre, les exigences de la guerre devraient faire oublier tout conflit d'opinions. A mes yeux, l'accord des partis et des factions (. . .) ne justifie pas le silence de ceux qui s'opposent en principe à la participation du Canada aux guerres de l'Empire.

Pour les motifs les plus nobles et les plus respectables, nos évêques ont cru devoir adopter le premier point de vue et, pour la première fois dans l'histoire de la colonie, encourager publiquement et de la manière la plus solennelle la participation du Canada, comme possession britannique, à une guerre étrangère à la défense du pays. Inutile d'ajouter, Monseigneur, que je m'incline avec respect devant les motifs qui ont dicté cette attitude; mais je ne crois pas manquer à aucun de mes devoirs de catholique en disant que, dans ce mandement collectif, NN.SS. les Evêques de la province de Québec n'ont nullement songé à donner un enseignement doctrinal ni même une direction disciplinaire. Je tiens de la source la plus autorisée qu'au moins trois des évêques qui ont signé ce mandement, ont exprimé la pensée que je viens de formuler et ont même daigné ajouter qu'ils approuvaient entièrement l'attitude du *Devoir* et condamnaient l'interprétation que *L'Action Sociale* a donnée du mandement collectif.³⁷

Bourassa déclare qu'il est prêt à corriger toute erreur doctrinale dans son exposé sur les droits des catholiques dans les questions libres, s'il y en a.

Mgr Bruchési lui répond qu'il n'y a pas d'erreur doctrinale dans son texte et que son interprétation du mandement est juste. Mais par ailleurs, il lui reproche d'avoir manqué de prudence dans ses expressions et le choix de ses exemples.³⁸

Bourassa réitère sa soumission à l'Eglise et il rappelle qu'il n'a "nullement critiqué la pensée et les intentions qui ont inspiré (le mandement). Je me suis borné à faire observer que l'attitude de *L'Action Sociale* (. . .) a donné au mandement une portée qu'il n'avait pas. Votre Grandeur veut bien me confirmer dans cette opinion. Je l'en remercie".³⁹

Malgré tout, les liens ne sont pas rompus entre Bourassa et les évêques. En effet, en avril 1915, Mgr Bruchési envoie une "souscription généreuse" au *Devoir*.⁴⁰ Le 25 mai, Bourassa reçoit de chaleureuses félicitations du cardinal Bégin pour sa conférence "La langue française, ses droits, sa nécessité, ses avantages". Le cardinal estime qu'il a traité avec clarté et précision de la question ontarienne et que personne ne saurait contredire sa thèse.⁴¹

Bourassa, dans sa réponse au cardinal, ne rate pas l'occasion de dénoncer *L'Action Sociale* qui heureusement comme en témoigne, selon lui, la lettre qu'il a reçue, ne parle pas au nom du cardinal et de l'épiscopat. Deux jours plus tard, il revient à la charge et dit que le mal fait par *L'Action Sociale* serait moindre si l'abbé Damours signait ses écrits.⁴³ Malgré le refus de l'archevêque de Québec de censurer "son" journal, Bourassa s'interdit de blâmer "ce bon et cher cardinal, (qu'il) aime et (. . .) vénère de tout (son) coeur".⁴⁴ Mgr Paquet, son ami et confident, l'assure que le cardinal l'estime et que "si cet homme si droit n'était à son insu, le captif d'une influence adverse, la question serait vite réglée".⁴⁵

Bourassa continue à défendre avec une extrême vigueur la cause des Franco-Ontariens. Le gouvernement Gouin autant que l'épiscopat se joignent à cette lutte d'une extrême importance quant à la participation. Au début de 1915, Bourassa avait reproché aux évêques leur apathie⁴⁶ dans la cause ontarienne, tandis que Mgr Bruchési lui reprochait de passer sous silence les gestes qu'il avait posés en faveur de la minorité.⁴⁷ Sans mettre en doute la sincérité de Mgr Bruchési dans ce combat en faveur de la minorité ontarienne, on a l'impression qu'il redouble d'ardeur pour ne pas laisser à Bourassa et aux nationalistes tout le mérite de cette cause. Les adversaires du *Devoir* se plaisent d'ailleurs à comparer la violence de Bourassa à l'attitude ferme mais digne de Mgr Bruchési.

La grande consolation de Bourassa, à cette époque tourmentée, sera indubitablement de pouvoir s'appuyer sur le Pape et de s'en faire le parte-parole. Le 3 août 1915, c'est avec chaleur qu'il commente l'appel du Pape aux peuples belligérants et à leurs chefs. Il est convaincu que la paix viendra seulement quand on suivra les conseils du Pape et qu'on restaurera l'autorité morale de la papauté dans le monde.⁴⁸ Bourassa qui au début du conflit demandait qu'on juge la guerre en fonction de l'intérêt national, met maintenant l'accent sur la religion et ses valeurs de justice et de charité. Il est de plus en plus convaincu que l'impérialisme est la cause fondamentale de la guerre et qu'il faut combattre cette monstrueuse doctrine. Il souhaite "qu'il s'élève parmi nous des chrétiens, prêtres et laïques, qui aient le courage et l'intelligence de prêcher et de pratiquer les enseignements du Pape."⁴⁹ La parole du Pape vient légitimer son action vilipendée par tant de gens:

Dans tout le Canada, anglais ou français, il n'y a guère que le petit groupe nationaliste — celui qui n'a ni trahi ni flanché — qui ait fait quelque effort pour éclairer le peuple canadien sur les dangers de l'abîme où les deux partis le conduisent, depuis quinze ans, l'un après l'autre et, maintenant, d'un commun accord.⁵⁰

Le Canada demande à Bourassa s'il veut insinuer que les évêques sont en contradiction avec le Pape. *L'Action Sociale*, devenue *L'Action Catholique*, l'invite à prendre conseil auprès des évêques plutôt que de leur en donner. L'insistance que met *L'Action Catholique* à mettre le clergé en garde contre les idées bourrassistes, témoigne de l'influence de celui-ci auprès de ce groupe. Bourassa ne répond pas publiquement à ces attaques, mais il est inquiet de la propagande de *L'Action Catholique* qui compromet l'autorité et le prestige des évêques auprès du peuple. La situation est telle, dit-il, qu'il vaut mieux n'être pas associé aux évêques qui se laissent manipuler par les politiciens. Certes, poursuit-il:

. . . le mandement collectif ne doit pas être interprété comme prescrivant aux Canadiens une obligation rigoureuse de servir l'Angleterre à l'étranger. Mais la campagne de *L'action Sociale*, exploitée par *La Patrie* et les autres organes de l'impérialisme, a créé cette impression; et le mandement contient des termes qui suffisent à accréditer cette interprétation extrême à laquelle nulle parole autorisée n'a apporté de correctif.⁵²

En décembre 1915, il publie un volume important intitulé: "Que devons-nous à l'Angleterre?", dans lequel il fait l'histoire de l'impérialisme depuis 1899. Quant à la participation à la guerre, il maintient qu'il reste fidèle à son article du 8 septembre. Mais il ajoute une correction: "pourvu que la puissance et l'action mondiale de la France et de

l'Angleterre restent contenues dans de justes bornes et ne deviennent pas, à leur tour, une menace pour la paix et l'équilibre du monde". Alors que depuis 1899, il montre et démontre que l'impérialisme anglais est une menace pour le monde, pourquoi s'acharner à dire qu'il veut la participation — même en hommes — pour le triomphe des Alliés?

Il évoque la possibilité qu'un jour nous soyons appelés à combattre la France puisque nous avons accepté l'impérialisme. Chose certaine, lorsque viendra la conscription "ceux qui ont posé en principe que le salut du Canada est lié au sort des armes anglaises", ne pourront refuser cette mesure. Avis aux évêques dont il a repris presque textuellement une phrase du mandement du 23 septembre.

En public, Bourassa se contente d'allusions à la position des évêques, contrairement à Olivar Asselin qui, lui, les fustige avec une rare violence.⁵⁵ Bourassa, d'ailleurs, blâme l'anticléricisme de son ancien disciple.⁵⁶ De même, il se montre très sévère, voire presque méprisant, lorsque Asselin s'enrôle en 1915.⁵⁷

Malgré sa douloureuse opposition à la politique des évêques, il y a le Pape qui sait se placer au-dessus de la mêlée et prêcher à tous la justice et la charité qui seules amèneront une paix juste et durable.⁵⁸

Mgr Bruchési sent le besoin de s'opposer énergiquement à Bourassa. Il maintient que le sort du Canada est lié aux armes de l'Angleterre. Le Canada, dit-il, est une colonie autonome; nous ne sommes ni neutres ni indépendants et notre autonomie d'ailleurs, nous la devons à l'Angleterre. Quant au mandement du 23 septembre, il explique qu' "au commencement de la guerre, les évêques ont étudié la situation. Il ne s'agissait ni de dogme ni de morale, mais il y avait une direction à donner". Il fallait aider l'Angleterre car le Canada est médiatement menacé. Cependant, il est contre la conscription. Bref, depuis un an et demi, il n'a pas changé d'idée.⁵⁹

Le 12 janvier, lors du banquet du sixième anniversaire du *Devoir*, Bourassa, plus radical, déclare qu'il faut revenir au "nationalisme intégral".⁶⁰ Il fêfute la thèse de la libéralité de l'Angleterre, chère à Mgr Bruchési, et il soutient que ce qui menace le Canada ce n'est pas l'Allemagne mais l'impérialisme anglo-saxon. La participation à la guerre a marqué le triomphe de l'impérialisme qui d'ailleurs est à la source du conflit des races et des religions qui déchire le Canada. Quant au mandement des évêques qu'il n'avait pas encore directement attaqué, il affirme qu'il marque une rupture avec la tradition épiscopale canadienne

vieille de 150 ans. Cependant, il tient de Mgr Bruchési lui-même, qu'on peut différer d'opinion avec les évêques quant à la participation.

Mgr Blais de Rimouski, remercie Bourassa pour sa brochure "Le Devoir et la guerre". Il écrit: "Vous soutenez au milieu d'incessantes contradictions un magnifique, glorieux et très profitable combat. Vous êtes l'apôtre de la vérité."⁶¹ Mgr Blais, à son insu, montre à quel point l'unanimité des évêques dans leur mandement du 23 septembre 1914 était superficielle.

Bourassa, dans sa lettre de remerciement, dénonce non seulement *L'Action Sociale* mais aussi Mgr Bruchési dont l'attitude donne au mandement une portée fort inquiétante. La population croit que les évêques sont à la merci des politiciens et la réaction du peuple se fera contre ceux qui ont été nos chefs nationaux et religieux. Il demande aux évêques de défendre les droits légitimes des Franco-Ontariens; de "faire autant pour la défense de nos nationaux qu'ils ont fait pour le soutien des étrangers."⁶²

Dans une série de six conférences prononcées entre le 2 mars et le 6 avril, publiées par la suite sous le titre "Hier, Aujourd'hui, Demain", Bourassa démontre à ceux qui lui assènent constamment le mandement des évêques, que ceux-ci en 1914 ont rompu avec la tradition épiscopale vieille d'un siècle et demi. Les évêques ont proprement fait oeuvre de révolutionnaires.⁶³

Bourassa, on le voit, devient beaucoup plus sévère pour les évêques. Sa position est devenue plus radicale aussi sur la guerre. Il ne croit plus que la guerre de 1914 soit une guerre juste. Aucun des motifs qui ont été invoqués: religion, liberté, démocratie, protection des petits peuples, respect des traités, salut de la France, défense du Canada, n'est fondé. La seule et unique raison de la guerre c'est l'impérialisme. Tout en s'acharnant à défendre sa position du 8 septembre, il reconnaît qu'il a évolué:

Au début de la guerre j'ai cru que le Canada devait intervenir, comme *nation*. Qu'il eût la *faculté* de le faire, sans compromettre son indépendance et sa dignité, sans le lier au sort de l'Angleterre, je le crois encore; mais cela, nos ministres, nos politiciens de tous les partis, nos chefs sociaux de toute catégorie, ne l'ont pas voulu. Qu'il eût le **devoir** de le faire, je ne le crois plus; et c'est en écoutant les partisans de l'intervention que j'ai perdu la foi.⁶⁴

Bourassa, plus que jamais, croit que même sur le plan humain il faut suivre le Pape qui seul est désintéressé et veut la paix. Il répète

comme il est scandaleux que la parole du Pape n'ait pas trouvé d'écho même dans la presse religieuse du Canada français.⁶⁵

Mgr Georges Gauthier, l'évêque auxiliaire de Montréal, avait beaucoup d'estime et d'amitié pour le directeur du *Devoir* qu'il rencontrait à l'occasion et à qui il parlait très franchement. Mgr Gauthier, contrairement aux rumeurs qui avaient couru à cet effet⁶⁶, n'est pas inquiet de l'orientation du *Devoir* et il lui envoie une souscription.⁶⁷ Cependant, Mgr Gauthier est dans une position délicate puisqu'il est l'adjoint de Mgr Bruchési dont il se fait le porte-parole auprès de son ami Bourassa. Mgr Bruchési a été profondément blessé par les deux derniers écrits de Bourassa et Mgr Gauthier, au nom de l'archevêque, demande au chef nationaliste quelques explications.⁶⁸

Bourassa ne manquera pas l'occasion de dire à Mgr Bruchési ce qu'il pense de sa politique. Le 6 mai 1916, il envoie à Mgr Gauthier, qui le communiquera à son évêque, un long mémoire de 14 pages qui constitue un réquisitoire contre la politique de l'épiscopat depuis le célèbre mandement du 23 septembre. Bourassa se montre particulièrement sévère pour Mgr Bruchési.

Les évêques, dit le chef nationaliste, ont rompu avec la tradition épiscopale le jour où ils nous ont fait le devoir d'aller combattre outre-mer, puisque jamais les évêques d'autrefois, si loyalistes qu'ils aient pu être, ne nous ont demandé une telle chose. Le mandement de septembre 1914 "est nettement impérialiste par son inspiration. Quel est le fond de la thèse impérialiste? la solidarité de ces pays dans toutes les guerres entreprises par l'Angleterre. N'est-ce pas exactement la pensée inspiratrice du mandement collectif?"

Ce mandement, dit-il, couronne la campagne impérialiste poursuivie depuis 15 ans et c'est à cause des évêques autant que des politiciens que notre intervention a été impérialiste plutôt que nationale. Les évêques n'ont pas manqué à leurs devoirs religieux certes, mais sur le plan national, ils ont contribué à "l'Abandon radical de droits essentiels acquis par un siècle d'efforts". Ils ont béni les autorités qui mettent le Canada en banqueroute pour l'Empire, ils ont pris sous leur patronage le "Fonds Patriotique", cette gigantesque exploitation, ils ont fait lire en chaire les lettres du duc de Connaught et de ce solennel dadaïste qui a nom Evariste Leblanc.

Combien d'évêques avaient vraiment étudié la situation avant de signer ce mandement? Certains l'ont signé à contrecœur, pour éviter le

scandale d'un épiscopat divisé. Le peuple se demande pourquoi les évêques, toujours divisés quand il s'agit de défendre les droits des Canadiens français, se sont unis pour défendre l'Empire. On a entraîné les évêques à signer ce document en faisant valoir que leur abstention susciterait l'hostilité des Anglo-protestants. Mais on n'a guère pensé à la réaction des Franco-catholiques qui seuls ont eu droit à ce mandement.

Certes, les évêques se sont élevés contre la conscription, mais il n'y a pas lieu de s'en vanter, car ils ont posé les principes qui aboutiront à la conscription.

J'ai essayé de garder le silence, le plus longtemps possible, de dire Bourassa, et lorsque j'ai parlé ce fut pour rétablir la vérité historique en ménageant le plus possible la personne et l'autorité des évêques. *L'Action catholique* a réduit les évêques au rang de simples politiciens, d'instruments dociles de l'impérialisme et aucune voix autorisée ne l'a rappelée à l'ordre.

Il y a donc toute chance pour que le mandement collectif soit interprété définitivement comme un acte d'adhésion à la thèse impérialiste et un concours aussi précieux qu'inattendu au torysme jingo. Et, dans l'ordre des faits et des définitions positives, cette interprétation serait-elle notablement éloignée de la vérité?

Mgr Bruchési n'a cessé de poser des gestes et de prononcer des discours impérialistes.

Dans l'ordre politique, Monseigneur Bruchési est le Laurier de l'Eglise du Canada. Aux yeux d'un grand nombre, c'est un rôle glorieux et bienfaisant; c'est aussi un rôle périlleux. Je crains qu'en tout ceci, Monseigneur n'ait trop cédé à la préoccupation de mériter à l'épiscopat canadien le bon vouloir des puissants du jour et des hautes influences anglaises. Qu'il l'ait fait pour le meilleur des motifs, nul n'en saurait douter. Que les résultats soient ce qu'il en attend, j'en doute fort. Toute l'histoire prouve que les Anglais sont insatiables.
(. . .)

Sans doute, comme Votre Grandeur le dit si bien, il serait regrettable de voir diminuer le "prestige" de notre archevêque; mais il serait plus désastreux encore de voir ce prestige servir d'instrument à ceux qui ont entrepris de subordonner les intérêts nationaux aux calculs sordides et aux ambitions effrénées de l'impérialisme anglais. C'est le rôle que M. Laurier a joué à la fin de sa carrière. Je souhaite de toute mon âme que Monseigneur l'Archevêque y échappe et redevenue un évêque vraiment national.⁶⁹

Bourassa envoie son "mémoire" à Mgr Paquet afin qu'il soit bien informé de ce qui s'est passé et qu'il puisse le défendre auprès de cer-

tains évêques qui pourraient en avoir des échos déformés. Commentant ce mémoire, le directeur du *Devoir* dit qu'il aurait pu ajouter un autre chapitre sur les dangers que l'attitude des évêques ajoute à notre situation à Rome.

Vous n'ignorez pas que l'un des principaux arguments présentés à Rome en faveur de l'anglicisation, c'est que le Canada est un pays britannique et protestant, et que les Canadiens-français et les catholiques n'y peuvent réclamer d'autres privilèges que ceux que la Couronne d'Angleterre ou la majorité anglaise et protestante du pays veulent bien leur concéder. (. . .) Le mandement collectif et l'attitude de *L'Action Sociale* sur la guerre ne sont-ils pas éminemment propres à fortifier à Rome l'impression que le Canada est la chose de l'Angleterre (. . .) les évêques Canadiens-français le proclament plus hautement encore que les évêques de langue anglaise et les autorités civiles.⁷⁰

Mgr Paquet reconnaît que Bourassa devait parler; pour sa part, il le défendra auprès du cardinal et des évêques, quand l'occasion s'en présentera. Il convient maintenant, lui dit-il, de faire tous les efforts possibles pour opérer un rapprochement avec ceux qui ont pu être heurtés par son "mémoire".⁷¹

Le rapprochement avec Mgr Bruchési ne sera pas facile car celui-ci n'entend pas changer d'attitude. Célébrant le 19^e anniversaire de son accession à l'épiscopat, il prend le contrepied de Bourassa qui ne croit plus à la justice de la cause des Alliés.

Il n'est pas possible de douter de quel côté sont le droit et la justice dans cette terrible guerre. D'un côté sont nos ennemis, qui ont été les agresseurs, les violateurs des traités et de l'honneur, tandis que de notre côté sont les défenseurs de l'harmonie parmi les nations et les champions du droit et de la justice. Ce ne sont pas les hommes et les canons qui auront le dernier mot, mais le Dieu tout puissant, et comme ce Dieu est le Dieu de la justice et du droit, il fera en sorte que le droit et la justice triomphent à la fin.⁷²

Bourassa, même si on se plaît en certains milieux à le mettre en contradiction avec Mgr Bruchési, continue son double combat contre l'impérialisme: participation à la guerre et droits des Canadiens français. Il rencontre le cardinal Farley pour l'entretenir de la situation des francophones au Canada et pour essayer de le convaincre que les évêques américains ne devraient pas appuyer les évêques anglicisateurs du Canada à Rome. Il fait rapport de ses entretiens au cardinal Bégin qui avait bien voulu lui donner des lettres d'introduction auprès de son collègue américain.⁷³

Le 27 octobre, le cardinal Bégin remet aux journaux le texte de l'encyclique de Benoît XV sur les écoles franco-ontariennes. Rome recommandait un compromis et les chefs de la minorité eurent quelque difficulté à cacher leur déception. *Le Devoir* ne fit aucun commentaire malgré les insinuations de *L'Action catholique* qui voyait dans cette lettre un blâme aux nationalistes intransigeants. A un lecteur qui lui reproche d'avoir gardé le silence, Bourassa répond qu'il l'a fait parce que c'était préférable de laisser les évêques commenter la lettre du pape. Il avoue cependant, "qu'une première lecture (lui) avait laissé une impression pénible et même un sentiment d'irritation". Par la suite, il a vu comme Mgr Paquet, que le Pape nous donnait raison sur le plan des principes. Ce qui a irrité, ce sont les faits concrets sur lesquels le pape doit s'appuyer pour porter jugement. Les anglicisateurs ont su mieux présenter leur cause, et c'est un peu de notre faute si le Pape a donné plus d'ampleur à leur thèse. Nous sommes toujours divisés et souvent maladroits dans la défense de notre cause. Nos chefs ont donné dans l'impérialisme, et il n'est pas étonnant que le Saint-Siège ait été influencé par les arguments de nos adversaires. La solution ce n'est pas de critiquer le Pape, mais de travailler à lui faire connaître notre cause.⁷⁴

En cette fin d'année 1916, Bourassa, pour une rare fois, réplique à l'abbé Damours qui l'a attaqué dans *La Presse*. Bourassa considère que l'abbé est un prêtre-politicien et qu'il essaie de faire croire qu'il parle au nom des évêques. Il recommande à tous ceux qui sont scandalisés par son attitude, d'en appeler aux autorités religieuses.⁷⁵

Mgr Bruchési — qui n'est pas toujours d'accord — avec le combattif abbé, lui fait savoir qu'il n'avait pas le droit d'écrire dans un journal de son diocèse sans sa permission. L'abbé réplique suavement qu'il n'avait pas voulu embarrasser Mgr en lui demandant cette permission "après les bienveillants encouragements que Votre Grandeur avait plus d'une fois bien voulu me donner [lorsqu'il combattait les nationalistes.]"⁷⁶

La cote de l'abbé Damours semble à la baisse à Québec aussi bien qu'à Montréal. Cela ne veut pas dire que Mgr Bruchési se soit rapproché de Bourassa. Borden, qui avait rencontré Mgr Bruchési à propos du Service National, note dans son journal, le 6 décembre: "Call on Archbishop Bruchési, explaining our proposals for National Service. He is very friendly and denounced Bourassa".⁷⁷

Après les démarches de Borden, Doherty, Casgrain et la promesse formelle qu'il ne s'agissait pas de préparer la conscription, Mgr Bru-

chési, après s'être entendu avec le cardinal Bégin, écrit une lettre qui devra être lue dans les églises, invitant les fidèles à remplir les formules du Service National.

Bourassa avait refusé de jouer ce rôle de porte-parole des autorités gouvernementales et il avait même refusé de remplir la formule du Service. Cependant, il n'avait pas recommandé à ses lecteurs de boycotter l'enquête. Le 26 mars, dans un article sur la conscription, Bourassa avoue qu'une seule fois il a gardé le silence contre ce danger imminent et ce fut à propos de l'enquête sur le Service National.

Les garanties données avec une confiance si absolue par quelques unes des autorités morales de la province nous firent hésiter à marquer l'intime relation entre l'organisation du Service National et la conscription réelle ou déguisée.⁷⁸

Même si Bourassa considère le "Fonds Patriotique" comme une "gigantesque exploitation", Mgr Bruchési parle en sa faveur. Cependant, il est inquiet des rumeurs à l'effet qu'il y aura conscription et il demande aux hommes politiques de le rassurer. Bourassa non seulement est convaincu que ce sera inévitable mais il dit que les évêques en seront aussi responsables que les politiciens.⁷⁹

Mgr McNeil, archevêque de Toronto, après un séjour à Montréal, ne peut s'empêcher d'écrire à Bourassa pour lui dire sa réprobation, notamment à propos de son article du 26 mars. Il l'accuse de vouloir diviser les évêques comme il a divisé les Canadiens. Mais il le prévient qu'il ne réussira pas, car les évêques du Canada sont d'accord avec le mandement des évêques du Québec. S'ils n'ont pu se réunir tous ensemble pour proclamer leur loyauté, c'est parce que le pays est trop vaste; cependant, tous ils ont travaillé à l'effort de guerre du Canada comme partie de l'Empire et ils ont ainsi contrecarré sa politique de division du pays. Mgr McNeil va même jusqu'à accuser Bourassa d'anticléricalisme.

Vous regardez les évêques comme des politiciens. C'est un point de vue mal fondé. D'autres antiléricaux en d'autres pays ont des fois (sic) réussi à restreindre le clergé aux activités de sacristie; mais nous sommes bien loin de là au Canada. Nous pouvons encore conduire notre peuple à son avantage dans les sphères d'éducation, d'action sociale, d'agriculture et de patriotisme.

C'est à tort que vous imaginez le temps arrivé de remplacer les évêques par des laïques dans la direction de ces activités, une direction d'ailleurs qui n'a pas été exclusive.⁸⁰

Bourassa, indigné par cette mercuriale, répond avec mordant à l'archevêque de Toronto que plusieurs évêques appuient sa politique,

qu'aucun ne l'a rappelé à l'ordre, et que s'il y avait lieu de le faire, ce n'est pas à lui qu'incomberait ce devoir. Quant à l'affirmation de l'archevêque que tous les évêques du Canada sont unis à ceux du Québec, il demande ironiquement lesquels? car, ceux du Québec sont divisés. Et ceux qui prêchent la guerre ne paraissent guère avoir plus de succès auprès des Irlandais que des Canadiens français.

Dans l'ordre religieux, il s'est efforcé de suivre la pensée du Pape, tandis que dans l'ordre politique, il a prêché un nationalisme canadien contre les impérialistes qui ont divisé le pays.

Quant à l'accusation d'anticléricalisme, elle ne peut être que le fruit d'une aveugle passion. Toute sa carrière d'homme public témoigne de son entière loyauté à l'Eglise. Il veut bien reconnaître à tous la liberté de parole et il reconnaît aux évêques le droit d'agir dans tous les domaines, mais encore faut-il établir des distinctions entre les questions libres et celles qui relèvent de l'autorité épiscopale.

En matière de patriotisme, je reconnais aux évêques le droit et le devoir d'enseigner les strictes obligations que l'Eglise prescrit aux citoyens envers la patrie, aux sujets envers le roi; mais lorsque dans l'application concrète, il s'agit d'interpréter ces obligations selon la constitution du pays et les circonstances purement politiques, militaires ou économiques, je ne reconnais plus aux évêques qu'une liberté d'opinion égale à celle des autres citoyens.⁸¹

Mgr McNeil a pu vérifier, au moins partiellement, que Bourassa avait des appuis dans l'épiscopat et que celui-ci était divisé. En effet, ayant écrit à Mgr Latulippe, évêque de Haileybury, à propos de l'anticléricalisme de Bourassa, son collègue lui répondit qu'il connaissait le directeur du *Devoir* comme étant un excellent catholique. Et il ajouta: "On peut différer d'opinion avec lui sur certains points mais je ne sache pas que jusqu'ici on ait réussi à renverser une seule de ses thèses. En matière de guerre, le pays tout entier est en train de suivre la voie qu'il a tracée le premier".⁸²

Son opposition à la guerre devient de plus en plus farouche, d'autant plus qu'elle risque de n'être que le prélude à la révolution dont la Russie vient de poser le premier jalon. Les évêques, en encourageant l'impérialisme, travaillent, à leur insu, à la révolution.⁸³

Mgr Latulippe qui a beaucoup d'admiration pour le directeur du *Devoir*, déplore qu'il ait inutilement critiqué publiquement les évêques. Il lui demande amicalement "d'éviter dans (ses) articles ces mouvements d'impatience que je comprends bien en certaines circonstances mais qui ne font de bien à personne".⁸⁴

Bourassa se défend bien d'avoir obéi à un mouvement d'impatience et ne veut même pas qu'on invoque les circonstances qui expliqueraient sa critique contre les évêques. Non, il l'a fait consciemment. Il a fait des démarches privées pour mettre l'épiscopat en garde, mais Mgr Bruchési a continué "sa propagande pour la guerre, il s'est rendu à tous les désirs des politiciens et des pontifes de l'impérialisme". Pas un seul évêque n'a rappelé à l'ordre l'abbé Damours qui associait les évêques à l'impérialisme. Voyant venir la réaction du peuple, il a décidé de "parler assez fort pour réveiller les endormis". Si les politiciens sont coupables, les évêques qui ont été leurs auxiliaires le sont aussi. De plus, il faut avertir les évêques du danger "de se solidariser plus longtemps avec une cause manifestement dirigée contre tout autorité monarchique et tout ordre social chrétien."⁸⁵

Le plaidoyer de Bourassa a certainement convaincu Mgr Latulippe, si l'on en juge par la note manuscrite que le directeur du *Devoir* a ajoutée, par la suite, au bas de cette lettre.

Peu de temps après cette lettre, dans une entrevue à l'Asile de la Providence, rue Sainte Catherine, Mgr L. a bien voulu me dire qu'il agréait mes explications. Il a ajouté, en substance: "Lors de la publication du Mandement collectif, j'étais gravement malade. On a mis ma signature au bas du mandement. Je l'aurais sans doute donnée alors, mais aujourd'hui sachant ce que je sais, je la refuserais".⁸⁶

A mesure que se prolonge la guerre, que la conscription devient de plus en plus inéluctable, la tension monte dans le Québec et l'opposition de Bourassa paraît de plus en plus justifiée. Le chef nationaliste, avec ses analyses impitoyables, ses critiques dévastatrices, ses formules qui font choc, comme par exemple: "Les flots de sang français feront germer des moissons d'or anglais",⁸⁷ voit grandir son influence auprès de ses compatriotes.

Le Conseil des ministres à Ottawa projette d'interdire la publication du *Devoir*. Dans ses "Mémoires", Bourassa nous relate que son ami P. E. Lamarche, député à Ottawa, lui a téléphoné pour l'avertir que *Le Devoir* serait supprimé et que son directeur serait arrêté le lendemain. Bourassa en avertit Mgr Bruchési qui, à l'insu du directeur du *Devoir*, intervint auprès de Hormisdas Laporte, assez influent à Ottawa pour convaincre Borden de suspendre sa décision.⁸⁸

Lorsque le gouvernement canadien votera la conscription, Mgr Bruchési qui s'y était opposé formellement depuis 1914, estimera qu'il a été trompé et trahi. Il faut lire les lettres de l'archevêque de Montréal

au premier ministre Borden pour comprendre l'état d'âme de cet homme qui avait mis son autorité et son prestige au service de l'effort de guerre du Canada malgré les dures critiques des nationalistes et les réticences de la population canadienne-française.⁸⁹ Mgr Bruchési est bouleversé et il laisse savoir à la population qu'il a été trompé. Effrayé par les suites que pourrait avoir la conscription, il supplie la population d'utiliser ses droits avec calme et modération. Bourassa joint sa parole à celle de l'archevêque de Montréal en demandant à ses compatriotes de ne combattre la conscription que par des moyens constitutionnels.

Mgr Bruchési, si cruellement déçu par ses amis d'Ottawa, se tourne vers Bourassa pour lui dire qu'au moins sur la conscription il est d'accord avec lui: "sur la conscription je pense absolument comme vous. Et je ne crois pas manquer de logique parce que j'ai admis la participation du Canada à la guerre actuelle."⁹⁰ Il ajoute qu'il a écrit deux lettres à Borden et si Bourassa le désire, il les lui communiquera confidentiellement.

Bourassa, souvent très dur dans une polémique, ne peut s'empêcher d'écrire à son évêque qui vit des heures extrêmement pénibles, qu'il ne peut, lui, "dissocier la mesure projetée de conscription des causes et des principes que les évêques ont posés au début de la guerre, d'accord avec les politiciens." Ceci dit, il est à son entière disposition pour combattre cette mesure.⁹¹

Mgr L. A. Paquet, qui depuis le début de la guerre encourage Bourassa à poursuivre sa lutte et lui sert d'intermédiaire auprès de certains évêques, a recours à toutes les astuces de sa théologie pour réfuter les conscriptionnistes qui utilisent le mandement des évêques à leurs fins. Le 7 juillet, sous le pseudonyme de Louis Romain, il publie dans *La Vérité* son interprétation du mandement qui, selon lui, ne contient pas d'obligation morale et que rien, par conséquent, ne peut justifier la conscription. Et il conclut: "Nous refusons de croire que ceux qui répudient une telle mesure [la conscription] en ont admis le principe."⁹² C'est pourtant ce que soutient son ami Bourassa . . .

Le prestige de Bourassa est si grand que certains évêques n'hésitent pas à lui faire des confidences et à recourir à son aide. Ainsi, le 11 décembre, Mgr Béliveau de Saint Boniface, lui confie son inquiétude de voir l'impérialisme triompher partout, même dans la nomination des évêques. En retour, les évêques font de la propagande impérialiste comme c'est le cas de Mgr Sinnott ou de Mgr Fallon. Il faudrait alerter

l'opinion publique pour empêcher que Rome soit influencée par Londres lors des nominations aux évêchés d'Ontario et de l'Ouest.⁹³

Bourassa est parfaitement d'accord avec Mgr Béliveau sur l'influence croissante de l'impérialisme. Cela est si vrai et si profond, dit-il, que le mandement collectif de 1914 se rattache également à cette propagande. Depuis des années il essaie de dénoncer ce danger mais sans beaucoup de succès. Certes des évêques l'ont appuyé, mais ils l'ont fait en secret, si bien qu'aux yeux du peuple Bourassa a été censuré par les évêques et il ne sait que faire.⁹⁴

Bourassa qui voue un véritable culte à la Papauté, publie en 1918, un recueil de ses articles touchant ce sujet et intitulé "Le Pape arbitre de la paix". Il estime que les conseils du Pape sont pour les catholiques une véritable "direction" qui commande l'obéissance volontaire. Le pape est "le représentant de Dieu sur la terre et il devrait être pour tous les hommes, pour tous les peuples, le guide le plus sûr et le plus désintéressé, le gardien le plus autorisé du droit public, la clef de voûte de la société des nations."⁹⁵

Il publie ces articles non seulement pour exalter le rôle de la Papauté qui seule par ses conseils peut mettre fin à la guerre et nous permettre d'échapper à la Révolution qui déferlera dans chacun des pays si on ne met fin au carnage, mais aussi pour "prouver aux autorités de l'Eglise que les Canadiens français sont les fils dévoués du pape et ne sont pas, comme on l'a trop souvent prétendu, plus français que catholiques, plus attachés à leur langue qu'à leur foi".⁹⁶ Le livre, poursuit-il, démontrera que les nationalistes qu'on présente comme des agitateurs, des révoltés, ont été les plus ardents défenseurs de la papauté. Bourassa qui considère qu'un aspect important de la mission du journaliste catholique consiste à informer les autorités des faits et des sentiments de la population n'hésite pas à accepter l'envoi de son livre au Pape, au Secrétaire d'Etat et à la plupart des prélats influents à Rome.⁹⁷

Bourassa a dû goûter une profonde satisfaction lorsqu'il a reçu de chaleureuses félicitations de presque tous les évêques pour son livre sur le Pape. Même Mgr Bruchési à qui il s'est opposé si vigoureusement depuis le début de la guerre, lui écrit:

Dans ces nombreux articles spécialement consacrés à l'action du Souverain Pontife depuis le commencement de la guerre, bien des questions incidentes sont touchées, sur lesquelles je n'oserais me prononcer. Vous portez aussi sur certains hommes et certains événe-

ments des jugements qui pourraient être discutés; mais dans tout ce que vous avez écrit sur le Souverain Pontife lui-même, il n'y a pas une ligne qui n'ait mon entière approbation.⁹⁸

Ces témoignages d'évêques étant publics, Thomas Chapais "gémis de douleur" et il ne peut s'empêcher de protester contre les évêques qui couvrent de leur autorité morale ce pamphlet de Bourassa. Le directeur du *Devoir* va même jusqu'à les insulter et ils le félicitent! L'épiscopat qui a été si loyal jusque là se proclame maintenant bourassiste; "c'est un désastre" de conclure Chapais.⁹⁹

Mgr Bruchési, le "Laurier de l'Eglise du Canada" répond à son ami Chapais:

Je vous comprends et je suis désolé comme vous. Il m'est impossible de vous dire ce que je ressens. Après la lettre du cardinal, je ne pouvais pas garder le silence. Il me semble (. . .) que j'ai dit tout ce qu'il fallait dire. J'ai loué ce qui se rapportait directement au pape. Discrètement, et comme il suffisait, je pense, j'ai fait des réserves sur tout le reste. Mais ailleurs qu'est-ce qu'on n'a pas dit?¹⁰⁰

Pendant cette dernière année de guerre, Bourassa et l'épiscopat sont unis dans leur opposition à la conscription. Mais, l'un et l'autre, insistent sur l'impérieuse nécessité de maintenir l'ordre. Pendant que les critiques de Bourassa contre la guerre paraissent un peu moins violentes, la collaboration des évêques avec le pouvoir est un peu moins zélée. Le conflit si aigu entre le chef nationaliste et l'épiscopat paraît s'estomper avec la conscription.

Les lettres chaleureuses qu'il a reçues des évêques lors de la publication de son ouvrage sur le Pape de même que le renvoi de l'abbé Damours de *L'Action Catholique*¹⁰¹ peuvent lui donner l'illusion qu'il a gagné la campagne "peut-être la plus pénible de sa carrière publique."¹⁰²

Il n'a pas tout fait tort de le croire, car plusieurs évêques comme NN.SS. Blais, Latulippe, Béliveau, Labrecque, Paquet ont été profondément influencés par les arguments du directeur du *Devoir*. Mais, cela ne vaut pas pour Mgr Bruchési qui a été très consistant dans son attitude et qui maintiendra son opposition jusqu'à la fin, comme en témoigne sa lettre à Chapais que nous avons citée.

Mgr Georges Gauthier, évêque auxiliaire de Montréal, coïncé entre son ami nationaliste et son évêque, ne révélera que plus tard à quel point il a été influencé par les événements de 1914-1918. En 1939, se rappelant la farouche opposition de Bourassa au mandement et à la

politique de Mgr Bruchési, il évitera de compromettre son prestige et son autorité au service de la participation.

Mais, Mgr Bruchési aura quand même un successeur dans son rôle de défenseur ardent de la participation dans la personne du cardinal Villeneuve. Lorsque Bourassa le mettra publiquement en garde contre les dangers de cette politique,¹⁰³ le cardinal, contrairement à Mgr Bruchési, ne pourra s'empêcher de lui asséner un coup de crosse, en déclarant que l'histoire "ne confirmera point sa prétention de théologien laïc [et qu'elle] ne le posera pas en fils respectueux et docile de l'épiscopat."¹⁰⁴

A mon avis, l'analyse de la correspondance de Bourassa avec les évêques pendant la première guerre, nous montre à quel point, l'ultramontain qu'il était, a été influencé dans sa pensée et son action par des considérations religieuses. Bourassa, à cause de sa conception ultramontaine du catholicisme qui a tendance, jusqu'à certain point, à identifier la religion à l'Eglise et celle-ci à une institution et une hiérarchie, a toujours accepté volontiers d'être le défenseur et le "fils respectueux et docile de l'épiscopat". Privilégiant dans l'Eglise les valeurs d'unité et d'autorité il se montre très respectueux de la personne du Pape et des évêques et de leur autorité si nécessaire pour la religion, pour le peuple canadien-français et pour l'ordre social.

Cependant, même s'il accepte, sans réserve l'autorité de l'Eglise il ne lui reste pas moins une part de liberté qu'il entend utiliser pleinement. Comme journaliste catholique, d'une part il doit faire connaître la pensée de l'Eglise et, d'autre part il doit informer celle-ci des opinions, des sentiments et des intérêts du peuple. Il n'hésite pas à plaider vigoureusement sa cause, celle du peuple et celle de l'Eglise, en privé comme en public.

Sa lecture de l'histoire du Canada l'a convaincu qu'il existe un lien essentiel entre le catholicisme et la survivance canadienne-française. C'est pourquoi il demande aux évêques d'être nationaux, de défendre les justes droits de la minorité. Mais, plus souvent encore il rappelle à ses compatriotes que la fidélité à l'Eglise doit primer toute autre cause. La guerre l'amène même à étendre cette notion de survivance à l'Occident qui sombrera s'il n'accepte pas de suivre les conseils de l'Eglise et de restaurer l'autorité morale de la papauté. Puis que jamais auparavant, Bourassa a tendance à voir la politique en fonction de la religion.

Le vigoureux combat qu'il a mené de 1914 à 1918, nous aura permis de mieux saisir la dialectique nationalisme/religion, si essentielle à la compréhension de Bourassa et, dans une certaine mesure, du nationalisme canadien-français.

REFERENCES

- ¹ H. Bourassa, *Grande Bretagne et Canada* (Montréal, 1901), 3.
- ² H. Bourassa, *Que devons-nous à l'Angleterre?* (Montréal, 1915), V.
- ³ H. Bourassa, *La conscription* (Montréal, 1917), 20.
- ⁴ H. Bourassa, *Que devons-nous à l'Angleterre?*, VI.
- ⁵ Sur l'influence du *Devoir*, son tirage et son public voir Pierre Dandurand, *Analyse de l'idéologie d'un journal nationaliste canadien-français: "Le Devoir", 1911-1956*. Thèse de M.A. (Sociologie), Université de Montréal, 1961, 17-22.
- ⁶ Nous tenons à remercier Mlle Anne Bourassa qui nous a permis d'utiliser la correspondance échangée entre son père et les évêques pendant la guerre, même si cette "correspondance ecclésiastique" n'est pas ouverte au public.
- ⁷ Mgr Bruchési le 7 août 1914. Cité par Jean Bruchési, *Témoignages d'hier* (Montréal, 1961), 256. A l'avenir: *Témoignages*.
- ⁸ *Le Devoir*, 5 août 1914.
- ⁹ *Ibid.*, 18 août 1914.
- ¹⁰ Mgr Bruchési le 23 août 1914. Cité par J. Bruchési, *Témoignages*, 256.
- ¹¹ *Le Devoir*, 8 septembre 1914.
- ¹² Jules Fournier, "La Faillite du nationalisme" texte inachevé de 1916 dans A. Thério, ed., *Mon encrier* (Montréal, 1965), 289-316.
- ¹³ H. Bourassa, *Mémoires* (8e conférence, 16 février 1944), 2. Manuscrit dans les Papiers Bourassa. A l'avenir: *Mémoires*, 8:2. P.B.
- ¹⁴ H. Bourassa, *Le Devoir et la guerre* (Montréal, 1916), 15-20.
- ¹⁵ *Ibid.*, 22.
- ¹⁶ H. Bourassa à Mgr G. Gauthier, 6 mai 1916. Papiers Bourassa, correspondance ecclésiastique. A l'avenir: P.B., corr. ecc.
- ¹⁷ H. Bourassa, *Le Devoir*, 9, 10, 11, 12 et 14, septembre 1914.
- ¹⁸ *L'Action Sociale*, 11, 14 et 16 septembre 1914.
- ¹⁹ *Le Devoir*, 15 septembre 1914.
- ²⁰ *Ibid.*
- ²¹ Copie d'une lettre de Mgr L. A. Paquet au T.R.P. A. Letellier, 13 octobre 1914. P.B., corr. ecc.
- ²² H. Bourassa à Mgr G. Gauthier, 6 mai 1916. P.B., corr. ecc.
- ²³ *Le Devoir*, 21 septembre 1914.
- ²⁴ Texte du mandement dans *Le Devoir*, 12 octobre 1914.
- ²⁵ O. Asselin, *Trois textes sur la liberté* (Montréal, 1970), 36.
- ²⁶ H. Bourassa, *Mémoires*, 8:2, P.B.
- ²⁷ H. Bourassa, *Le Devoir*, 31 octobre 1914.
- ²⁸ H. Bourassa à l'abbé E. Lavergne, 4 novembre 1914 et à l'abbé P. M. Gagné, 10 décembre 1914. P.B., corr. ecc.
- ²⁹ H. Bourassa à Mgr G. Gauthier, 6 mai 1916. P.B., corr. ecc.
- ³⁰ Mgr L. A. Paquet à H. Bourassa, 30 novembre 1914. P.B., corr. ecc.
- ³¹ Mgr L. A. Paquet à H. Bourassa, 16 décembre 1914. P.B., corr. ecc.

- 32 Mgr L. A. Paquet à H. Bourassa, 1er janvier 1915. P.B., corr. ecc.
- 33 Cette source c'est l'évêque auxiliaire de Montréal comme on peut le voir dans la lettre de H. Bourassa à Mgr G. Gauthier, 6 mai 1916. P.B., corr. ecc.
- 34 H. Bourassa à Mgr C. H. Gauthier, 6 novembre 1914. P.B., corr. ecc.
- 35 H. Bourassa, *Le 5e anniversaire du "Devoir"* (Montréal, 1915), 68.
- 36 *Ibid.*, 69.
- 37 H. Bourassa à Mgr Bruchési, 27 février 1915. P.B., corr. ecc.
- 38 Mgr Bruchési à H. Bourassa, 4 mars 1915. P.B., corr. ecc.
- 39 H. Bourassa à Mgr Bruchési, 22 mars 1915. P.B., corr. ecc.
- 40 H. Bourassa à Mgr Bruchési, 13 avril 1915. P.B., corr. ecc.
- 41 Cardinal Bégin à H. Bourassa, 25 mai 1915. P.B., corr. ecc.
- 42 H. Bourassa au cardinal Bégin, 26 juin 1915. P.B., corr. ecc.
- 43 H. Bourassa au cardinal Bégin, 28 juin 1915. P.B., corr. ecc.
- 44 H. Bourassa à Mgr L. A. Paquet, 28 juin 1915. P.B., corr. ecc.
- 45 Mgr L. A. Paquet à H. Bourassa, 1er juillet 1915. P.B., corr. ecc.
- 46 H. Bourassa à Mgr G. Gauthier, 20 janvier 1915. P.B., corr. ecc.
- 47 Mgr Bruchési à H. Bourassa, 4 mars 1915. P.B., corr. ecc.
- 48 *Le Devoir*, 3 août 1915.
- 49 *Ibid.*, 11 août 1915.
- 50 *Ibid.*
- 51 H. Bourassa à Mgr L. A. Paquet, 3 septembre 1915. P.B., corr. ecc.
- 52 *Ibid.*
- 53 H. Bourassa, *Que devons-nous à l'Angleterre?*, note 1, p. 253.
- 54 *Ibid.*, 257.
- 55 O. Asselin, *Trois textes sur la liberté*, passim.
- 56 H. Bourassa à G. Desrochers, 16 octobre 1915. P.B.
- 57 H. Bourassa à W. Marceau, 14 décembre 1915. P.B.
- 58 *Le Devoir*, 31 décembre 1915.
- 59 Mgr Bruchési le 7 janvier 1916. Cité par R. Rumilly, *Histoire de la province de Québec* (Montréal, s.d.), XXI: 17. A l'avenir: *Québec*.
- 60 H. Bourassa, *Le Devoir et la guerre*, 22.
- 61 Mgr Blais à H. Bourassa, 14 février 1916. P.B., corr. ecc.
- 62 H. Bourassa à Mgr Blais, 17 février 1916. P.B., corr. ecc.
- 63 H. Bourassa, *Hier, Aujourd'hui, Demain* (Montréal, 1916), 39.
- 64 *Ibid.*, 68.
- 65 *Ibid.*, 69.
- 66 H. Bourassa à Mgr G. Gauthier, 6 avril 1916. P.B., corr. ecc.
- 67 Mgr G. Gauthier à H. Bourassa, 10 avril 1916. P.B., corr. ecc.
- 68 Mgr G. Gauthier à H. Bourassa, 13 avril 1916. P.B., corr. ecc. Aussi Mgr Bruchési à H. Bourassa, 15 avril 1916. P.B., corr. ecc.
- 69 H. Bourassa à Mgr G. Gauthier, 6 mai 1916. P.B., corr. ecc.
- 70 H. Bourassa à Mgr L. A. Paquet, 9 mai 1916. P.B., corr. ecc.
- 71 Mgr L. A. Paquet à H. Bourassa, 13 mai 1916. P.B., corr. ecc.
- 72 Mgr Bruchési le 8 août 1916. Cité par R. Rumilly, *Québec*, XXI:155.
- 73 H. Bourassa au cardinal Bégin, 20 septembre 1916. P.B., corr. ecc.
- 74 H. Bourassa à F. Hébert, 18 décembre 1916. P.B.
- 75 *Le Devoir*, 9 décembre 1916.
- 76 L'Abbé Damours à Mgr Bruchési, 12 décembre 1916. Cité par R. Rumilly, *Québec*, XXI:232.
- 77 H. Borden ed., *Robert Laird Borden: His Memoirs* (Toronto, 1969), II: 46. Il s'agit de la "Carleton Library Edition".

- 78 *Le Devoir*, 26 mars 1917.
- 79 *Ibid.*
- 80 Mgr McNeil à H. Bourassa, 2 avril 1917. P.B., corr. ecc.
- 81 H. Bourassa à Mgr McNeil, 1er juin 1917. P.B., corr. ecc.
- 82 Mgr Latulippe à H. Bourassa, 24 avril 1917. P.B., corr. ecc.
- 83 *Le Devoir*, 23 avril 1917.
- 84 Mgr Latulippe à H. Bourassa, 24 avril 1917. P.B., corr. ecc.
- 85 H. Bourassa à Mgr Latulippe, 1er juin 1917. P.B., corr. ecc.
- 86 *Ibid.*, Note manuscrite au bas de la lettre.
- 87 *Le Devoir*, 1er mai 1917.
- 88 H. Bourassa, *Mémoires*, 8:21. J. Bruchési dans *Témoignages* p. 261 soutient que Bourassa a formellement demandé l'aide de Mgr Bruchési.
- 89 J. Bruchési dans *Témoignages* pp. 267-274 a publié quatre lettres de Mgr Bruchési au premier ministre Borden et une au duc de Devonshire.
- 90 Mgr Bruchési à H. Bourassa, 28 mai 1917. P.B., corr. ecc.
- 91 H. Bourassa à Mgr Bruchési, 1er juin 1917. P.B., corr. ecc.
- 92 Voir R. Rumilly, *Québec, XXII:119-121*.
- 93 Mgr Béliveau à H. Bourassa, 11 décembre 1917. P.B., corr. ecc.
- 94 H. Bourassa à Mgr Béliveau, 15 décembre 1917. P.B., corr. ecc.
- 95 H. Bourassa, *le Pape arbitre de la paix* (Montréal, 1918), IX.
- 96 H. Bourassa au cardinal Bégin, 18 février 1918. P.B., corr. ecc.
- 97 *Ibid.*
- 98 Mgr Bruchési à H. Bourassa, 22 février 1918. P.B., corr. ecc.
- 99 Thomas Chapais à Mgr Bruchési, 13 mars 1918. Cité par R. Rumilly, *Québec*, XXIII: 34-35.
- 100 Mgr Bruchési à Thomas Chapais, 15 mars 1918. Cité par J. Bruchési, *Témoignages*, 296 .
- 101 R. Rumilly, *Québec*, XXIII: 82.
- 102 H. Bourassa, *Mémoires*, 8:11. P.B.
- 103 *Le Devoir*, 4 août 1944.
- 104 *Ibid.*, 10 août 1944.